



## **Fédération du Pas-de-Calais Assemblée générale**

**Samedi 15 décembre 2012 à 9 heures**

Galerie des tableaux

Hôtel de Ville

**SAINT-OMER**

### **Rapport moral du président Alain Pruvot**

Élu Président de la Fédération en décembre 2010, lors de l'Assemblée générale à Hesdin, réélu en décembre 2011 à Saint-Nicolas-lez-Arras, me voici donc devant vous, parvenu au terme de mon second mandat pour faire le bilan de ces douze derniers mois. Un exercice toujours difficile où je m'attacherai à montrer que nous avons travaillé dans la fidélité à nos idéaux républicains, aux valeurs démocratiques qui nous sont chères et naturellement aux droits de l'Homme.

Il y a un an exactement, j'introduisais mon rapport moral en disant qu'on ne fait pas toujours ce qu'on aurait souhaité faire en raison de circonstances personnelles ou familiales imprévues comme en raison du contexte général. Ces considérations trouvent encore plus leur raison d'être cette année avec le décès récent de mon beau-père dans des conditions particulièrement dramatiques mais aussi, vous le savez peut-être, l'hospitalisation de Danièle pour la pose d'une prothèse de hanche. Voilà qui explique largement pourquoi nous avons été moins disponibles durant une période de trois semaines. Pour autant, et malgré ces contrariétés, nous avons essayé de faire en sorte que les engagements pris au niveau fédéral soient tenus et respectés. D'ailleurs, en relisant la liste de nos projets pour 2012, j'ai eu la satisfaction de constater qu'ils avaient pratiquement tous été menés à leur terme. Seul bémol : la publication de notre revue Hommes et Libertés 62 pour laquelle nous n'avons pas réussi à trouver la disponibilité nécessaire pour la réaliser, tant il a fallu jongler avec les priorités et les contraintes de l'actualité politique. Cependant cette lacune est compensée par l'existence aujourd'hui du site Internet de la Fédération que François Vacheron veille à alimenter très régulièrement, ce dont je le remercie vivement.

En tant que président fédéral, j'ai statutairement la responsabilité de veiller au bon fonctionnement des sections – sans m'immiscer en aucune façon dans leur vie et en respectant leur autonomie – sauf, naturellement et cela a été le cas pour l'une d'entre elles, si des ligueurs attirent mon attention sur des anomalies ou des dysfonctionnements graves.

Je vous propose donc, pour commencer, de faire un rapide tour d'horizon de la Fédération et de ses douze sections.

**Arras** : la section vit, même s'il est vrai qu'elle a dû un peu restreindre ses activités dans la dernière période en raison de la situation que j'évoquais tout à l'heure. Il faut remercier les militants qui ont néanmoins permis, par exemple, le bon déroulement du parrainage du cross UNSS.

**Béthune** : faute de pouvoir disposer d'un petit noyau prêt à assumer des responsabilités après le départ à Paris de Boris Salahji, la section a dû se résigner à se mettre en sommeil. J'avais pressenti Serge Billet, ancien délégué départemental de l'USEP qui était partant. Hélas il a été appelé pour exercer des responsabilités nationales au sein de l'USEP. Cette situation est

préoccupante car cela concerne aussi le Bruaysis où le FN ne cache pas son intention de conquérir la mairie, Cela concerne aussi le secteur d'Auchel et on a en mémoire les manifestations organisées par la Maison de l'Artois, repère d'extrémistes de droite contre lesquels j'étais déjà intervenu dans le passé.

**Boulogne-sur-Mer** : une section qui tourne bien grâce au dynamisme de sa présidente Jeadette Vaillant. Présente sur le terrain, elle a multiplié les partenariats et obtenu de réels succès, même si elle aimerait plus d'investissement de la part d'un plus grand nombre d'adhérents.

**Calais** : le fonctionnement a été un peu chaotique jusqu'en septembre. Après une sérieuse menace de disparition heureusement enrayée notamment grâce aux efforts déployés par la Fédération, un nouveau bureau avait pu être constitué avec Pierre Taverne comme président fin 2011. Hélas, il a très vite posé de gros problèmes, l'image même de la LDH sur Calais a eu en souffrir et j'ai été alerté par des membres de la section qui ont aussi interrogé le siège national. Il a donc fallu convoquer une assemblée générale anticipée, en septembre, au cours de laquelle notre ami Joël Loeuilleux a accepté de reprendre la présidence, secondé par Philippe Wannesson en tant que Vice-président et Anik Lecrinier comme trésorière. La section est de nouveau en ordre de marche et a pris plusieurs initiatives intéressantes.

**Hénin-Carvin** : La section est très active, elle est emblématique même au-delà de la région, de la lutte qu'elle mène avec détermination contre le Front National. Elle se développe d'année en année et elle est sollicitée pour prendre des initiatives unitaires, ce qui prouve le crédit qu'on lui accorde et la place centrale que la LDH a réussi à occuper dans l'espace politique héninois : elle est devenue incontournable. Nombreux sont les adhérents de la section qui s'investissent.

**Hesdin** : Suite à des désaccords internes, mais aussi en raison de problèmes de santé pour certaines ligueuses, la section ne fonctionne plus depuis quelques mois, même si elle compte encore quelques adhérents, raison pour laquelle, bien qu'y ayant été longtemps défavorable, je serai prêt aujourd'hui à envisager une fusion permettant de rapprocher les sections de Saint-Pol et d'Hesdin, l'essentiel étant que la LDH continue à vivre en milieu rural.

**Lens** : Bien qu'ayant été très éprouvée par le décès de Pierre Chapoutier et les ennuis de santé de son président Jean-Pierre Prévost durant quelques mois, la section a su maintenir ses activités, présenter plusieurs expositions et animer des conférences-débats.

**Liévin** : Grâce notamment au concours de poésie pour lequel elle s'est brillamment distinguée, la section a trouvé un nouveau dynamisme : Claude Ravelli s'est beaucoup investi dans ce domaine mais aussi en faveur des cross de district de l'UNSS et je tiens à l'en remercier chaleureusement.

**Montreuillois** : Après le passage de témoins par Carmela d'Amato, le bureau a été entièrement renouvelé. La section vit et s'implique notamment dans l'aide aux sans papiers et le concours de poésie.

**Saint-Omer** : Sous la présidence de Rachid Ben Amor, la section vit, publie des communiqués, présente des expositions et participe avec succès au cross de district.

**Saint-Pol-sur-Ternoise** : Grâce à l'investissement de Claude Devaux, la section se maintient à flot mais, faute d'un nombre suffisant d'adhérents, peine à prendre des initiatives, ce pourquoi la fusion avec Hesdin serait peut-être tout compte fait bénéfique.

**Wingles** : La situation à Wingles est difficile. La bonne volonté de Benoît Boussebart n'est évidemment pas en cause mais il peine lui aussi à réunir autour de lui la petite équipe qui serait indispensable à un véritable redémarrage de la section alors qu'il prend d'excellentes initiatives en faveur de l'éducation aux droits de l'Homme au sein du Lycée Voltaire de Wingles, suivi par plusieurs collègues.

Il nous faut voir à présent dans quel contexte nous avons été amenés à agir. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a été très lourd et extrêmement mouvant si l'on veut bien prendre en considération d'une part la crise et d'autre part les élections, car 2012 était d'abord une année d'importantes échéances électorales avec, bien sûr, la présidentielle suivie par les législatives. Profondément indignés par la politique menée par Nicolas Sarkozy, nous avons tenté de peser dans la mesure de nos moyens sur le cours des événements. Très significatif, ce qui s'est

passé à Arras où la Voix du Nord avait consacré une pleine page au meeting du président sortant, considérant qu'aucune voix hostile ne s'était élevée et qu'il n'y avait donc pas d'opposition déclarée. Ben voyons ! Danièle a bien sûr réagi avec vigueur et le journal s'est trouvé contraint de publier un condensé du communiqué qu'elle lui avait adressé et qu'il n'avait pas jugé bon de diffuser !

De bonnes âmes ont pu s'étonner que la LDH sorte, d'une certaine façon, de sa neutralité. Il est vrai qu'en règle générale nous nous abstenons de prendre parti pour un candidat, respectueux que nous sommes du choix des électeurs. Mais, je vous le rappelle, cette règle ne s'applique pas lorsqu'un candidat se réclame de l'extrême droite ou encore lorsque le vote implique un véritable choix de société. Dans le cas présent, il n'y avait pas photo et nous avons tapé fort, très fort sur l'orientation ultradroitière suivie par Nicolas Sarkozy. Pour autant avons-nous eu tort, comme certains semblent le penser aujourd'hui, d'appeler à voter pour François Hollande ? Que faut-il penser d'ailleurs de la situation où nous sommes actuellement ?

Si on chausse des lunettes noires, on dira que tout va mal, qu'avec les Roms et les migrants, Hollande ne fait pas mieux que Sarkozy, certains allant même jusqu'à dire que c'est pire, que la crise s'aggrave de jour en jour, que le nombre de chômeurs à venir est effrayant, que la dette du pays est un gouffre toujours plus profond, que l'extrême droite et la droite extrême voient s'ouvrir un boulevard devant elles, que l'avenir est totalement bouché et... n'en jetez plus ! De quoi se flinguer !

Si on chausse des lunettes roses, on dira que, malgré un contexte extrêmement difficile, c'est vrai, le gouvernement a décidé de débloquer 2 milliards d'euros pour s'attaquer à la pauvreté, qu'il redonne un peu d'air à l'Education nationale en créant des postes, qu'il dénonce les inégalités, ce qui tranche quand même sur la stigmatisation des minorités, qu'il autorise le mariage gay – pourquoi d'ailleurs ces cris d'orfraie de nos conservateurs alors qu'Outre-Manche ce sont les conservateurs britanniques qui ont pris cette orientation ?

En fait, la situation est très contrastée. Oui, cent fois oui, nous avons eu raison de congédier Sarkozy : qui a oublié les déclarations révoltantes de ce président qui, sous l'impulsion de son conseiller d'extrême droite Patrick Buisson, avait négligé le fait qu'il était garant de la Constitution, que ce soit en matière de laïcité ou d'égalité des citoyens devant la loi pour, à la fin de son mandat, tenter de doubler le FN sur sa droite ?

Pour autant, nous avons sans doute tort de tout attendre du Gouvernement Ayrault. Je veux dire qu'il y a toujours des luttes à mener et je comprends maintenant que certains puissent se sentir floués et trahis, qu'il s'agisse des Roms, des migrants, des Sans-papiers, des sidérurgistes d'Arcelor-Mittal et de tant d'autres. Ce que je n'admettais pas il y a quelques mois, car le malheureux président était à peine élu qu'il était déjà sous le feu roulant de la critique venant de l'extrême gauche. Aujourd'hui, ils ont beau jeu de ricaner « vous voyez, nous avons raison ! ».

Je persiste à penser que ce n'est pourtant pas une fatalité. Nous avons, nous, une boussole infaillible qui est la défense des droits de l'Homme. Avec elle, on ne risque pas de se tromper. N'oublions pas les campagnes que nous avons menées durant les dernières années : Urgence pour les droits ! Et mobilisation autour d'un pacte citoyen. C'est maintenant qu'elles doivent trouver leur aboutissement, faute de quoi « le changement, c'est maintenant » restera un slogan au goût amer pour nos militants. Vous connaissez la célèbre formule : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Il faut donc surtout ne pas se tromper d'adversaire mais rester lucides, indépendants et déterminés à faire respecter les droits de l'Homme envers et contre tout. Parce qu'il n'y a pas d'alternative, sauf à considérer que la barbarie en soit une.

Si la situation est effectivement alarmante, nous devons rester suffisamment optimistes pour avoir encore envie de nous battre. C'est ma conviction profonde, c'est ma profession de foi. À vous, à présent, de me dire si vous êtes toujours prêts à me suivre sur cette orientation, à la lueur de ce qui a été mené à bien en 2012 et dont je vais maintenant retracer les grandes lignes, laissant à Sylvie le soin de détailler nos activités dont la liste est à vrai dire assez impressionnante.

Indépendamment du champ électoral, **notre fédération s'est montrée particulièrement active dans cinq domaines** : l'éducation à la citoyenneté, la lutte contre l'extrême droite, la mobilisation en faveur du respect des droits des migrants, et la défense des Roms et la solidarité internationale.

Dans chacun de ces domaines, c'est le même esprit humaniste, la même volonté d'agir dans le respect des principes énoncés dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme qui nous a guidés.

Je commencerai par **l'éducation à la citoyenneté**, c'est un axe très fort en même temps qu'une spécificité de notre fédération. Le partenariat avec l'USEP continue même si cette année, les Usépiades ne pourront se dérouler comme d'habitude. Quant à celui noué avec l'UNSS, il fonctionne bien depuis des années, en fait depuis le cross de toutes les couleurs et permet de toucher environ 10000 collégiens et lycéens. À ma connaissance, nous sommes les seuls en France à avoir maintenu et développé ce partenariat.

Je voudrais aussi insister sur les résultats proprement spectaculaires que nos jeunes poètes ont obtenu, cette année encore, au concours national : 9 prix nationaux dont huit pour le seul bassin minier, là où prospère l'extrême droite. C'est une fierté pour la Fédération et tout particulièrement pour Claude Ravelli qui était avec moi présent à Paris pour la remise des prix. Quand on considère la qualité de certains textes, c'est véritablement bluffant et exemplaire.

Remarquable également sont les débats qui suivent nos projections audiovisuelles ou celle de films comme *La Vague* ou *Lucie Aubrac* : la force de l'image, la puissance évocatrice des musiques et des scénarios amènent les spectateurs à s'interroger, à réfléchir et donc à progresser : on ne sort pas indemnes de telles séances et c'est un outil particulièrement efficace et privilégié.

Les partenariats que nous entretenons avec des associations amies peuvent aussi s'avérer très fructueux. Nous l'avons vérifié avec Artois Saint-Exupéry ou Amnesty International, par exemple.

Mais au printemps dernier, nous avons franchi un cap supplémentaire avec un **partenariat fort et structuré avec nos amis de la Ligue de l'enseignement**. Nous avons rencontré à plusieurs reprises Daniel Boys, président départemental, Pierre Frackowiak, Vice-président, Christian Beauvais, délégué général et avons travaillé souvent avec Annabelle Clément pour mettre sur pied la **semaine de la Fraternité** qui s'est déroulée principalement à Hénin-Beaumont. Au cours de cette semaine, les droits de l'Homme ont été déclinés de toutes les manières possibles : sports, théâtre, poésie, expositions, table ronde, audiovisuel, débats avec des jeunes mais aussi des adultes. Et c'est ainsi que nous avons pu remettre sous le feu des projecteurs les grandes valeurs républicaines d'égalité, de justice, de laïcité, de fraternité. Cet ensemble cohérent était conçu **pour contrecarrer les thèses discriminatoires de l'extrême droite en leur opposant nos valeurs fondamentales**. Force est de constater que tout le monde n'a pas joué le jeu. La Ligue de l'enseignement a reconnu que la LDH avait su mobiliser ses forces (malheureusement limitées), en revanche nos partenaires ont été déçus par le peu de participation du public héninois et singulièrement des collègues enseignants. C'est d'ailleurs un problème récurrent et central. Nous avons fait la même constatation pour la participation au concours de poésie proposé par la LDH. Cela dit, ne nous leurrions pas, **même à gauche nos positions dérangent (sur les migrants, sur les Roms et sur cette exigence unitaire, notamment)**. De là, sans doute, le peu d'empressement témoigné par certains à venir encourager nos initiatives.

Il faut en revanche **saluer l'investissement de Monsieur Binaisse** en tant que Maire de la Ville et à titre personnel : il a été présent à toutes les manifestations que nous avons organisées.

**En matière de lutte contre l'extrême droite**, je voudrais d'abord insister sur le fait qu'on a trop longtemps focalisé sur la seule ville d'Hénin-Beaumont. 2012 aura hélas permis de vérifier ce que nous ne cessons de clamer depuis longtemps : le problème va bien au-delà même de ce secteur géographique du bassin minier et la menace est réelle partout. On a

longtemps tardé à prendre la mesure du phénomène au niveau de la LDH nationale et c'est d'ailleurs une des raisons qui m'avaient conduit à ne plus vouloir être délégué régional.

Cela dit, et ceci n'est en rien contradictoire avec ce qui précède, je voudrais insister sur le **caractère emblématique de la lutte que nous menons contre le FN à Hénin**. Le rapport très complet, que j'ai présenté à la demande du délégué régional pour la Convention Régionale de janvier qui s'était tenue à Hénin-Beaumont, en dit assez long sur le sujet. Il a d'ailleurs été largement diffusé et j'ai été personnellement invité par Philippe Lamy, responsable du groupe de travail extrême droite à Paris, pour faire état de notre expérience et de nos initiatives. Et cela en présence de notre président national Pierre Tartakowski.

### **On ne peut pas envisager la problématique héninoise hors de tout contexte.**

**Contexte de la mondialisation** avec un capitalisme agressif et prédateur (on vient encore de le vérifier avec le comportement de Mittal), ce que les ex métaleurop avaient fort bien analysé en dénonçant l'attitude des « patrons-voyous ».

**Contexte de la crise économique, sociale et politique européenne** avec la mise en place en Grèce, en Italie, en Espagne mais aussi en France d'une politique d'austérité qui accentue dangereusement la précarité des plus fragiles, tout en restreignant les crédits ce qui asphyxie certaines PME. La société à deux vitesses est bien devenue une réalité, certains ayant sans problème accès aux droits et d'autres non.

Pour l'heure, la bourgeoisie française hésite encore entre plusieurs solutions alternatives : d'une part, la radicalisation à droite toute, initiée par Sarkozy et incarnée par Copé, incluant un rapprochement idéologique et pourquoi pas programmatique avec le FN dédiabolisé de Marine le Pen, d'autre part, la ligne défendue par François Fillon qui se réclame de la droite mais affirme son attachement aux valeurs de la République, enfin, une ligne plus modérée, soucieuse de préserver la dimension humaniste, tentée par l'orientation Borloo (centre droit) après l'échec de Bayrou au centre gauche.

Avec l'aggravation de la crise, les lignes de fracture deviennent désormais ouvertement palpables.

À gauche, la politique gouvernementale a profondément déçu, moins à l'extrême gauche qui n'en a pas été surprise qu'au sein même du parti socialiste et de ses alliés où l'on a entendu des voix discordantes.

Dans un tel contexte, la **décision du Conseil Constitutionnel de rejeter la demande d'annulation de l'élection législative dans la 11<sup>ème</sup> circonscription** est un soulagement : repartir au combat avec des accusations de tricherie serait revenu à livrer une bataille perdue d'avance. Il nous faut donc inlassablement répéter que **seul un front des organisations démocratiques unies autour d'un programme progressiste est susceptible de barrer efficacement la route aux prétentions de l'extrême droite de conquérir la Mairie d'Hénin-Beaumont**, pour peu que ces organisations aillent jusqu'au bout et dénoncent les déviations auxquelles on a pu assister durant les dernières années. Les scores sont là, les divisions aussi à gauche alors qu'eux sont unis. Il faudrait aussi prendre en compte les aspirations des électeurs, ce qui est la tâche des partis politiques, non pas bien sûr en s'alignant sur les thèses extrémistes mais en montrant clairement le caractère irréaliste et dangereux des pseudo solutions populistes et nationalistes.

Même si **nous pouvons nous féliciter** d'avoir, pour le moment, réussi à éviter le pire, la menace frontiste demeure plus inquiétante que jamais avec des scores jamais atteints dans certains bureaux d'Hénin (65%).

La politique très contestable et décevante à certains égards menée par le Gouvernement de Jean-Marc Ayrault, comme la crise de direction à l'UMP font redouter qu'une partie non négligeable de l'électorat ne se tourne vers le Front National. Tout n'est pas joué d'avance cependant car, heureusement, certains, à droite, ont conservé des valeurs et des réflexes républicains. À cet égard, la création de l'UDI peut constituer un garde-fou précieux. Mais les municipales prochaines pourraient fournir l'occasion d'un défouloir et la démagogie des dirigeants frontistes pourrait aider à faire le plein des voix. D'autant qu'ils ne reculent devant

aucune énormité. C'est ainsi que dans la dernière émission de David Pujadas « des paroles et des actes », Marine Le Pen a osé citer René Cassin face à Manuel Valls, lui faisant dire que certaines circonstances pouvaient amener à légitimer la « priorité nationale ». René Cassin père spirituel du FN en quelque sorte ! Il fallait oser une filiation aussi tordue, preuve supplémentaire de la façon dont le FN pervertit le débat politique. Le malheureux René Cassin, membre éminent de la LDH et co-rédacteur de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, doit se retourner dans sa tombe ! Lui qui avait même prévu avec le dernier article de la Déclaration qu'on ne pouvait en aucune façon s'appuyer sur un article pour œuvrer à la destruction des droits énoncés dans les autres.

Je reste persuadé que **nous devons être très prudents et ne pas nous tromper d'adversaire** afin de ne pas fournir à Marine le Pen et à Steve Briois, très procéduriers comme chacun sait, la moindre occasion de nous faire épingle. Mais cela ne m'empêche pas de renouveler à notre camarade David Noël notre soutien bien évidemment.

Cela dit, les efforts que nous avons déployés depuis plusieurs mois ont contribué à faire mûrir **la crise au sein de l'Alliance Républicaine** dont certains responsables se sont rapprochés de nous et disent ouvertement partager nos analyses et nos valeurs. Il subsiste néanmoins des blocages importants.

**La rencontre avec Catherine Génisson**, Secrétaire de la Fédération PS du Pas-de-Calais, en janvier dernier, qui était indispensable à nos yeux, n'a malheureusement par permis de lever les obstacles. Malgré les assurances qu'elle nous avait données, la section PS héninoise n'est toujours pas reconstituée et nous n'avons toujours pas d'interlocuteur bien défini.

Par ailleurs, **une partie de la majorité municipale**, toujours sous la coupe de Georges Bouquillon, s'est ouvertement opposée à Monsieur Binaisse et contrarie de facto les efforts que nous déployons au service de l'unité des forces démocratiques.

Il ne faut pas négliger non plus le rôle que pourrait encore jouer **Gérard Dalongeville** qui n'a, semble-t-il, pas renoncé à la perspective d'un « come-back » spectaculaire et qui a conservé au sein de la population des nostalgiques.

Enfin, **les attitudes marquées par le sectarisme** – je pense notamment à Alain Alpern – ne sont pas non plus de nature à favoriser l'unité pourtant indispensable des forces démocratiques.

**Pour contourner le blocage des appareils**, nous avons tenté de faire appel directement à l'opinion publique grâce à l'opération « **Ma photo pour résister** » qui avait un double objectif : d'une part, affirmer une force et une volonté unitaire de personnes très différentes de par leur engagement, leurs responsabilités, leurs convictions – nous n'avons pas peur ! Nous ne nous laisserons pas intimider par le FN !- D'autre part, surmonter, en montrant la voie à suivre, le blocage entretenu par certains politiques.

Si notre initiative a connu un **réel succès sur le plan qualitatif** – le spectre est très large – il n'en va pas de même sur le plan quantitatif. Ne nous leurrions pas, là encore certains politiques ont fait le travail de barrage et ont su déployer autour de notre initiative un efficace cordon sanitaire. Peut-être aussi certaines personnes sont-elles réticentes à s'engager publiquement – car il s'agit bien de prendre des risques en s'affichant ainsi ouvertement. Après tout, nous-mêmes mettons en garde contre le flicage et le fichage.

Il n'empêche que le résultat est là : ce que nous avons réussi à faire est plus qu'estimable mais nous n'avons pas réussi à surmonter l'obstacle. Ne pouvant le contourner, il faudrait donc à présent – et c'est de plus en plus urgent – **amener les appareils à se concerter, les contraindre en quelque sorte à faire cette unité dont ils ne veulent pas**. Reste à savoir si nous en avons les moyens, les forces, la disponibilité. Je n'en suis pas certain. Ce dont je suis sûr en revanche, c'est que si nous n'entreprenons pas ce travail, ingrat mais incontournable, personne ne le fera à notre place et, en ce cas, le FN est assuré de rafler la

mise, ce qui revient à dire que la bataille serait perdue d'avance –hypothèse à laquelle je refuserai toujours de me rallier.

**S'agissant des migrants**, j'ai conscience de ne pas toujours avoir été à la hauteur des attentes de quelques-uns notamment de certains de nos partenaires qui militent au sein du réseau Jungles et dont je tiens à saluer ici le dévouement et les très grandes qualités humaines dont ils font preuve. C'est à proprement parler admirable et ces militants mériteraient assurément d'être mis à l'honneur.

Cela dit, je voudrais rappeler trois choses :

Premièrement, la LDH n'est pas une organisation humanitaire et caritative et ne peut donc, de ce fait, être considérée comme investie des mêmes responsabilités que par exemple Médecins du Monde ou le Secours catholique. Son domaine spécifique est celui de la défense et du respect des droits. Or, en ce domaine, nous avons constamment été très clairs en rappelant nos exigences comme nous l'avons fait auprès de la Directrice de Cabinet du Préfet en juin dernier, comme auprès du Préfet lui-même lors de la réunion qu'il a initiée cet automne : non à la répression policière, non au délit de solidarité, non au défaussement de l'État sur les associations, oui à un nouveau regard sur les migrants, les Roms et les étrangers de façon générale, oui au respect des droits des migrants, oui à une véritable prise en charge du problème au niveau politique.

Deuxièmement, la LDH, de par son caractère généraliste, ne peut consacrer toute son énergie à cette seule question très prégnante dans notre département, nous en convenons. Il n'est effectivement pas souhaitable que la LDH soit entièrement accaparée par la gestion de cas concrets : telle n'est pas sa mission et il y a suffisamment à faire par ailleurs alors que nos forces militantes sont très limitées, par rapport aux effectifs d'autres organisations qui ont même des salariés.

Troisièmement, de ce qui précède il découle que nous ne pouvons tout relayer et que nous devons nécessairement faire des choix. C'est ce qui a été fait en ciblant certaines actions. Ainsi notre participation modeste mais réelle au Jungle Tour qui vise à sensibiliser l'opinion, en période estivale, sur la situation des migrants. De même avons-nous participé, aux côtés d'autres associations, aux délégations en Préfecture et avons-nous signé avec elles des pétitions et communiqués, sans que pour autant la LDH se dilue. Nous soutenons également les efforts déployés par les élus hospitaliers qui font preuve d'un réel courage, nous l'avons fait par exemple pour Marc Boulnois, comme je l'avais rappelé à Madjoline Sbaï, Vice-présidente du Conseil Régional, lors de sa venue à Hénin-Beaumont. Nous apprécions également à cet égard le travail fourni par Hélène Flautre en tant que députée européenne et qui nous tient régulièrement informée de ses initiatives.

J'ai bien conscience qu'il faudrait faire plus et mieux en ce domaine, mais je le répète c'est une question d'effectifs militants. C'est aussi une question d'investissement de nos responsables nationaux de la LDH. En effet, quand les ligueurs et les associations amies du Calais demandent la mise en place d'une mission d'enquête de la LDH sur la situation à Calais, la LDH nationale donne son accord mais renvoie sur les structures locales, alors qu'on a précisément besoin d'un regard un peu extérieur en même temps que d'une expertise juridique.

On pourrait peut-être envisager la parution d'un numéro spécial d'Hommes et Libertés 62 consacré spécifiquement à cette question : la matière ne manque pas mais cela ne pourra se faire, le temps manquant, avant le troisième trimestre 2013 et à condition que je reçoive tous les éléments et les contributions nécessaires.

Je pense aussi que la section de Calais qui a retrouvé vigueur et cohérence peut s'affirmer davantage dans ce domaine, prendre des initiatives - cela a déjà commencé d'ailleurs –des initiatives que la Fédération pourra relayer ou épauler.

Enfin il serait bon que quelqu'un qui ait cette compétence puisse se charger de synthétiser les informations véhiculées dans le cadre du réseau Jungles en sélectionnant les plus importantes, les décisions qui engagent : cela nous aiderait énormément, nous soulagerait et permettrait une diffusion sur le site Internet de la Fédération. Peut-être que Philippe Wannesson pourrait assumer cette tâche ? Quoi qu'il en soit, c'est un terrain que nous ne

pouvons nous permettre de désertier car nous sommes, dans ce département, aux premières loges.

**En ce qui concerne les Roms**, nous avons été très profondément choqués, scandalisés que ce que nous avons dénoncé à l'époque de Sarkozy soit poursuivi sous la houlette de François Hollande, en violation manifeste des engagements pris par le candidat socialiste.

Si la décision récente de Manuel Valls concernant la suppression de l'aide au retour a été globalement bien accueillie par les associations, la déception, l'incompréhension et la colère se sont exprimées quand on a vu des forces de l'ordre mobilisées pour expulser des campements de Roms, avant même que ne soient examinées les situations individuelles ou prise en compte la scolarisation des enfants, telle que cela est prévu dans les textes.

Il ne s'agit pas d'idéaliser les Roms : nous savons pertinemment que, précisément parce qu'ils ne sont pas intégrés, n'ont pas accès à l'emploi, sont discriminés et traités comme des « rebuts encombrants ou des nuisibles », certains, hélas, sombrent dans la délinquance et beaucoup vivent dans des conditions révoltantes de saleté et de manque d'hygiène. Le travail des militants du collectif Fraternité Roms bassin minier est admirable à bien des égards : ils font preuve de solidarité, de dévouement, d'imagination, d'humanité et de tolérance, sans oublier, pour certains d'entre eux, la préoccupation politique de défense des droits. Là encore il est incompréhensible qu'aient été saccagés par des décisions administratives inconséquentes les efforts d'intégration entrepris. Cela avait déjà été le cas à Wimille malgré tous nos efforts, notre mobilisation, notre délégation à la Sous-préfecture. Cela a de nouveau été le cas à Hénin-Beaumont où le Maire avait donné son accord pour faciliter l'accès aux douches et la prise en charge éducative au sein d'écoles de la ville.

En ce domaine également, la Fédération qui a rejoint le collectif, n'entend pas se substituer aux organisations caritatives. En revanche il y a un vrai problème de droits. Alors, oui, c'est impopulaire car les pires clichés sont vissés dans la tête des gens et il nous faut absolument parvenir à modifier les comportements par le biais d'expositions comme Opere Roma, par des interventions en milieu scolaire, par ce que le collectif se propose d'entreprendre à présent : la mise sur pied d'un festival d'amitié franco-roms au printemps prochain. Nous pouvons aussi encourager et soutenir les élus – car il leur faut du courage ! – quand ils refusent par exemple de prendre un arrêté anti-mendicité, malgré les énormes pressions qu'ils subissent. Et nous aurons, en 2013, un outil supplémentaire à exploiter : le concours de poésie dont le thème est parfaitement approprié à notre problématique : « Un toit pour toi, un toit pour nous, un toit pour eux ! »

#### **Cinquième et dernier axe : la solidarité internationale.**

Même si, on le comprend aisément compte tenu du contexte électoral en particulier, nous avons dû nous consacrer prioritairement aux dossiers nationaux et locaux, plusieurs sections se sont préoccupées de la situation au Moyen-Orient : la Syrie, bien sûr, actualité oblige, mais surtout la Palestine en faveur de laquelle la Fédération s'était déjà beaucoup mobilisée dans le passé. C'est ainsi qu'a pu être présentée dans trois villes du département l'exposition documentaire consacrée aux Bédouins du Neguev, ce qui a permis de mettre en lumière le sort tragique de ces populations dont les campements sont systématiquement détruits par le Gouvernement d'Israël, ce qui était aussi une façon indirecte d'évoquer le sort des Roms chez nous, tout aussi systématiquement expulsés. « Un peu d'internationalisme éloigne du patriotisme, disait déjà Jean Jaurès qui ajoutait, beaucoup de patriotisme y ramène », ce qui confirme s'il en était besoin que les droits de l'Homme sont indivisibles et universels.

**Voilà ! J'en ai terminé**, je suis un peu effrayé par le volume de ce rapport moral mais il est à la hauteur du rapport d'activités et cela prouve que j'avais beaucoup de choses à vous dire parce que nous ne sommes pas que des témoins mais aussi des acteurs de la vie politique et sociale de notre département.

Je ne peux pas conclure ce rapport sans remercier encore une fois tous celles et ceux qui apportent quotidiennement leur pierre à l'édifice, au premier rang desquels naturellement Danièle qui, notamment en termes de communication – et c'est aujourd'hui capital – joue un rôle irremplaçable auprès de Sylvie, toujours à l'écoute des sections et qui est à nos yeux un indispensable et précieux relais en direction de nos élus départementaux et régionaux. Je n'oublie pas François qui ne se contente pas de gérer méticuleusement la comptabilité de la Fédération mais qui a réussi à donner vie à notre site Internet sans parler des aménagements de notre local d'archives qu'il a poursuivis de manière très fonctionnelle.

J'en profite pour adresser tous nos remerciements au Conseil Général du Pas-de-Calais et à son président Dominique Dupilet dont nous savons qu'il partage notre idéal, des remerciements pour l'attribution, cette année encore, d'une subvention substantielle qui nous permet d'avoir autant d'activités et d'acquérir du matériel dont toutes les sections bénéficient, des remerciements enfin pour la mise à disposition du local d'archivage à proximité de la Préfecture.

Il me faudrait encore remercier beaucoup d'autres personnes, présidents de section ou militants de base, qui, chacun à leur niveau, contribuent à faire tourner la machine. Et c'est heureux car nous ne sommes pas sortis des zones de turbulence, tant s'en faut. Devant les difficultés qui s'accumulent, il est indispensable que nous renforçons la LDH en élargissant son assise sur une base indépendante qui est la seule garantie en matière de droits et libertés. D'où la nécessité de recruter de nouveaux militants, une tâche qui n'est pas dévolue aux seuls présidents mais qui doit être pour tous une « ardente obligation ». Cela dit, dans la tourmente, gardons les yeux rivés sur notre boussole, la défense des droits de l'Homme. Merci à tous, merci de votre patience et de votre attention et bonnes fêtes de fin d'année. Nous les aurons bien méritées.